



Engie plage : on soutient !

Le Rwadé et ses membres soutiennent l'action de désobéissance civile, festive et non-violente organisée ce 6 juillet devant le siège d'Engie à Bruxelles. Objectif : dénoncer les dividendes astronomiques que l'entreprise octroie à ses actionnaires alors qu'un nombre grandissant de ménages peine à payer ses factures d'énergie.

Animés par la justice sociale et climatique, 120 militants et activistes sont rassemblés devant le siège d'Engie, dans le quartier Nord de Bruxelles, pour y improviser une plage militante. Ils dénoncent symboliquement les profits exorbitants (3,4 milliards, 2022) réalisés par Engie, alors que la précarité énergétique augmente, que les prix restent trop élevés, que le tarif social élargi au statut BIM a pris fin le 1^{er} juillet.

Leur message : de nombreux Belges ne pourront pas partir en vacances cette année, faute de moyens. Alors c'est chez Engie qu'ils ont décidé de fêter l'été. Sur le trottoir : banderoles, parasols, jeu de raquettes, transats, serviettes de bain... On se croirait presque sur le sable, abstraction faite des agents des forces de l'ordre présents.

Contacté par les organisateurs, le Rwadé n'a pas hésité à exprimer son soutien. Car nous partageons pleinement les revendications portées par les organisateurs de l'action :

- **L'énergie est un bien commun qui doit être accessible à tous et toutes.** Il est temps de réguler le prix de l'énergie en rétablissant et pérennisant le tarif social élargi, en garantissant un plafonnement du tarif social, et en l'octroyant de manière automatique ; en développant un tarif social intermédiaire dégressif pour les ménages au-dessus du seuil de revenus BIM, en imposant un plafond sur les prix, et en interdisant les coupures.
- **La richesse produite doit être mieux partagée.** L'indexation des salaires et de toutes les allocations doit être maintenue. Les négociations sur les salaires doivent être débloquées en supprimant la loi-norme salariale (aussi connue sous le nom de loi de 1996). Les profits d'Engie doivent être réquisitionnés pour financer la transition énergétique et garantir une énergie abordable pour toutes et tous.
- **L'énergie doit cesser d'être guidée par une logique de profit et de rente.** Il est nécessaire de se donner les moyens démocratiques et efficaces pour planifier une transition énergétique juste, tant écologique que sociale. Il faut sortir de la libéralisation du marché de l'énergie, socialiser le secteur et redévelopper une production et une fourniture d'énergie exclusivement publique, sobre et écologique.

Coordonnée par le Réseau Ades et Code rouge, un mouvement de désobéissance civile, la mobilisation a aussi reçu le soutien de la Fédération des services sociaux, la Ligue des droits humains, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, la FGTB et le Mouvement ouvrier chrétien (MOC).